



Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

ESPOIRS DE GOUVERNANCE DÉÇUS ET CRISE PERSISTANTE AU MALI

Jonathan M. Sears

Un rapport du projet Stabiliser le Mali
AOÛT 2017

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin
4e étage, bureau A-4410
Montréal (Québec) H2L 4Y2
chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

© Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-922844-77-1
Août 2017

Traduit de l'anglais. Version originale ISBN : 978-2-922844-75-7, *Unmet Hopes to Govern Mali's Persistent Crisis*.

Table des matières

Liste des abréviations	iv
Avant-propos	v
Remerciements	vi
Introduction	8
Méthodologie	8
De la crise aiguë de 2012 au redémarrage du processus de paix en 2017	9
Préoccupations justifiées à l'égard de la mise en œuvre de l'Accord	10
Inclusivité et représentation : qui parle pour qui ?	11
(Non)crédibilité et (in)efficacité de l'État	11
Résistance bureaucratique à la réforme	12
Relations Mali – donateurs : rétablir, réformer ou refonder l'État	15
Économie politique en matière de crise, de stabilisation et de réconciliation	16
Réforme constitutionnelle et divisions sociopolitiques	17
Liens en matière de gouvernance pour le développement et la sécurité	20
Pistes de recherche	23
Bibliographie	24
À propos de l'auteur	29
À propos du Centre FrancoPaix	30

Liste des abréviations

ATT	Amadou Toumani Touré (président du Mali 2002-2012)
BVG	Bureau du vérificateur général
OSC	Organisation de la société civile
CSA	Comité de suivi de l'Accord
CNDDR	Commission nationale de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration
CNRSS	Commission nationale de la réforme du secteur de la sécurité
CVJR	Commission nationale de la vérité, de la justice et de la réconciliation
CEN	Conférence d'Entente Nationale
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
DDR	Démobilisation, désarmement et réintégration
ECHO	Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes
PIB	Produit intérieur brut
RNB	Revenu national brut
IBK	Ibrahim Boubacar Keita (président du Mali 2013 à ce jour)
ONG	Organismes non gouvernementaux
APD	Aide publique au développement
RPM	Rassemblement pour le Mali (partie du président IBK)

Avant-propos

Ce rapport est une analyse de la situation politique et sécuritaire au Mali à la suite de la crise de 2012. Compte tenu de la préoccupation des acteurs internationaux concernant le rétablissement de l'autorité de l'État, l'étude du Professeur Sears détaille les contours à la mi-2017 des défis du gouvernement malien pour honorer ses engagements de manière crédible.

Au cours des prochains mois, le Centre FrancoPaix publiera des rapports et des analyses complémentaires qui couvriront différents éléments et dimensions de la situation au Mali. Un rapport final sera disponible au printemps 2018. Ce qui suit fait donc partie d'un effort de recherche collectif.

En effet, en septembre 2016, le Centre FrancoPaix a lancé un important projet de recherche sur le conflit malien et les engagements internationaux dans ce pays. Intitulé « Stabiliser le Mali: les défis de la résolution des conflits », le projet vise à produire une analyse scientifique rigoureuse des dynamiques du conflit malien. Grâce à des analyses multidisciplinaires et multidimensionnelles de la situation et des opportunités d'action, une variété de méthodes qualitatives et quantitatives et avec une équipe de huit chercheurs experts, l'initiative vise à établir les liens et les relations entre de multiples variables, notamment les liens entre les dynamiques des conflits et ceux des interventions internationales. Ainsi, le projet Mali développera une compréhension améliorée et détaillée du conflit et des opportunités pour la paix.

La complexité de la situation au Mali est indéniable. Les difficultés du processus de paix sont évidentes. Les limites de la médiation et des interventions internationales sont importantes et, selon certains, contreproductives. Nous ne prétendons pas savoir ou avoir découvert la solution au conflit malien, mais nous sommes convaincus que notre approche et notre équipe peuvent identifier et analyser les liens cruciaux entre les différentes dimensions du conflit et ainsi l'éclairer d'un regard nouveau.

Bonne lecture.

Bruno Charbonneau

Professeur agrégé de science politique

Université Laurentienne

Directeur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal

Remerciements

Je remercie sincèrement mes collègues de l'équipe du projet Mali et le Centre FrancoPaix pour leur aide. Je remercie également la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM, l'Organisation internationale de la francophonie et Affaires mondiales Canada pour leur soutien. Mes remerciements les plus sincères à mes amis, collègues et interlocuteurs maliens pour leur hospitalité, leur générosité et leur courage, pour le temps qu'ils m'ont consacré et leur point de vue qu'ils ont partagé à la cause commune de la paix. À mon épouse et à ma famille, ma plus sincère gratitude pour votre patience, votre soutien et vos encouragements.

Photo : Sears © 2009



ESPOIRS DE GOUVERNANCE DÉÇUS ET CRISE PERSISTANTE AU MALI

Le présent rapport détaille les grandes lignes des efforts déployés par le gouvernement du Mali pour réaliser de façon crédible ses engagements, en date de la mi-2017. À la lumière des préoccupations centrales des acteurs internationaux quant au rétablissement de l'autorité de l'État malien, il est nécessaire de développer une compréhension contextualisée des enjeux bureaucratiques, politiques et perceptuels avec lesquels doit composer l'État, non seulement pour se stabiliser lui-même, mais pour gérer les transformations qui deviendront nécessaires pour maintenir sa stabilité. En outre, il est essentiel de comprendre ces transformations et les obstacles qu'elles rencontreront pour favoriser une coopération appropriée et efficace parmi les acteurs nationaux et internationaux dans le but d'établir une paix pérenne au Mali et dans la sous-région.

Le présent rapport est divisé comme suit : une courte discussion méthodologique suivie par une description du contexte des cinq dernières années, accompagné d'une description des enjeux soulevés par l'état actuel du processus de mise en œuvre de l'Accord, en particulier la façon dont la question de l'inclusivité est gérée et se reflète dans les discours publics. Le rapport traite ensuite de la crédibilité du gouvernement et de l'efficacité de l'État en lien avec la corruption, l'impunité et la résistance bureaucratique à la réforme. Ensuite, une description du rôle des donateurs dans ces dynamiques fait office de préface à la discussion sur les objectifs de stabilité des acteurs internationaux et maliens, au regard de l'économie politique de la crise. Le rapport traite ensuite des divisions de la classe politique et de la société civile qui dressent la toile de fond du référendum sur les révisions constitutionnelles récemment proposé (et reporté). En conclusion, deux liens sont juxtaposés. La sécurité contre la violence directe et le développement politico-économique pour réagir à la violence structurelle croisent les intérêts et visées multiples des acteurs internationaux, nationaux et infranationaux.

Méthodologie

Le présent rapport fait fond sur des publications savantes, des médias d'information et des rapports produits par les gouvernements, les organismes internationaux et les instituts de recherche. L'analyse de l'information est éclairée et enrichie au moyen d'entrevues ouvertes, d'entrevues avec des interlocuteurs triés sur le volet par choix raisonné et en cascade dans un bassin de contacts antérieurs. Ces entrevues ont permis l'analyse des points de vue des interlocuteurs, de positions clés au sein des institutions et des organisations, ainsi que les points de vue institutionnels ou organisationnels formels. Les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux (maliens et non maliens) ont été interviewés en avril et en mai 2017 à Bamako, et en septembre 2016 à Montréal. Le personnel de l'Union européenne et les partenaires non gouvernementaux de l'UE ont été interviewés en avril 2016 à Bruxelles. L'analyse des réalités contemporaines est d'autant éclairée par l'information dégagée des entrevues menées en juin-août 2009 à Bamako et à Gao. Les relations

cultivées dans le cadre de ces missions de recherche s'ajoutent à celles qui remontent à la recherche menée sur le terrain aux fins de la thèse de doctorat en mars-décembre 2002, et une affectation comme bénévole de septembre 1994 à mars 1995 auprès de Carrefour canadien international. Les interprétations présentées ici de la complexité de la situation courante, de ses nombreuses catégories d'acteurs et des facteurs intangibles importants prennent donc appui sur plus de 20 ans de relations professionnelles et personnelles avec les Maliens de six régions maliennes. Les rudiments du Bambara, appris et réappris au cours des nombreuses visites et occasions d'échange avec la diaspora malienne, font partie intégrante des outils de recherche mis en évidence ici : faciliter l'accès et développer des rapports.

De la crise aiguë de 2012 au redémarrage du processus de paix en 2017

Le gouvernement du Mali, sous Ibrahim Boubacar Keita (IBK), suscite des déceptions en raison des espoirs frustrés par les attentes restées sans réponse à l'égard de sa gestion des crises multidimensionnelles depuis 2012. Les engagements électoraux de 2013 non remplis et la gestion de la rédaction, de la signature et de la mise en œuvre médiocre de « l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, résultant du processus Algiers » de 2015 (« ci-après l'Accord »), ont érodé la confiance à l'égard du gouvernement actuel. L'ambivalence ou l'absence de volonté politique à diriger la mise en œuvre et encadrer les crises multidimensionnelles est d'autant exacerbée par les difficultés bureaucratiques inhérentes à la conversion d'engagements, même authentiques, en mesures concrètes pour régler les problèmes de la bureaucratie étatique et gérer les facteurs politico-économiques qui ont engendré cette vulnérabilité aux crises.

Compte tenu de leurs racines historiques, de leurs manifestations contemporaines et de leurs contingences complexes, les facteurs convergent pour nuire gravement aux efforts transnationaux visant à rétablir l'autorité, les capacités et la légitimité de l'État malien. La déception profonde à l'égard de l'administration d'IBK, même chez les partisans de longue date du Rassemblement pour le Mali (RPM) ne saurait être exagérée, « la crise qualifiée par IBK d'impossible à gérer, en raison de sa complexité, résulte de son refus de voir ses réalités et de les confronter » (entrevue, 1^{er} mai 2017, Bamako. Militant du RPM et ancien candidat à Ménaka. Région de Gao). La résistance à la réforme administrative et la corruption persistante et endémique nuisent à la coopération chez de nombreux acteurs maliens pour le processus de paix et de stabilisation, ainsi qu'avec les partenaires techniques et financiers du Mali.

D'un point de vue historique et institutionnel, l'année 2012 a mis « en évidence les faiblesses structurelles de l'État malien et la communauté internationale a semblé découvrir l'état réel du pays. » (Baudais 2015, 512). En dépit des faiblesses révélées, la feuille de route pour la transition (janvier 2013) et les élections présidentielles et législatives en 2013 ont ostensiblement rétabli une normalité constitutionnelle et politique suffisante pour la reprise des efforts de développement international et de la coopération des forces militaires et de sécurité. L'optimisme prudent quant aux chances de paix, qui ont donné lieu à l'Accord de 2015, risque fort de céder au pessimisme en 2017.

Préoccupations justifiées à l'égard de la mise en œuvre de l'Accord

Les préoccupations des observateurs et des analystes par rapport à la mise en œuvre de l'Accord sont bien fondées, compte tenu des nombreux obstacles au progrès, dont certains ont été relevés dès le début du processus. En effet, [traduction] « plutôt que d'essayer de changer un système politique comportant des lacunes profondes », l'Accord « cherche seulement à renforcer les institutions qu'il couvre » (International Crisis Group ICG 2015, 1). Les leçons qu'offre la lente cadence de la mise en œuvre de l'Accord et la contestation de celui-ci sont particulièrement préoccupantes (Boutellis et Zahar 2017). L'« absence de volonté politique » persistante et la « mauvaise foi » ou la « méfiance » chez la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), la Plateforme et le gouvernement du Mali demeurent des enjeux palpables. Certains gains ont été réalisés en temps relativement opportun au chapitre du rétablissement de l'autorité de l'État dans le nord du pays, comme stipulé par l'Accord, notamment : la Conférence d'Entente Nationale (CEN), les réunions continues du Comité de suivi de l'Accord (CSA), la mise en place de pouvoirs intérimaires (contestée et retardée), la réforme constitutionnelle (tentée, fortement contestée puis reportée), l'élaboration d'une charte pour la paix (un autre point de progrès contesté) et le « redémarrage » du processus de la paix de la fin juin 2017 qui vise à achever dans l'immédiat les tâches urgentes.

À la différence de l'enthousiasme à l'égard du processus de mise en œuvre, le CSA a été qualifié de « mascarade » par certaines parties intéressées et proches des participants. Le peu de progrès réalisé après une année de réunions a soulevé des questions sérieuses quant à la pertinence et à l'expertise des acteurs présents (entrevue, 20 avril 2017, Bamako, conseiller politique à l'ambassade du pays donateur; entrevue, 1^{er} mai 2017, Bamako, membre de haut niveau de la CMA et ancien directeur d'une ONG internationale). S'accusant mutuellement, les parties signataires se sont chacune déresponsabilisées de la stagnation qui caractérise le processus. En effet, comme le soulignait Zahabi Ould Sidi Mohamed (président, Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion; CNDDR) en février 2017 « le CSA a fait 13 réunions sans être capable de trancher certaines questions dont l'inclusivité » (cité dans Coulibaly 2017, 5). Sans pour autant rejeter l'importance de chercher l'inclusivité, un haut fonctionnaire de Tombouctou a néanmoins soulevé une objection « Tous ceux qui crient n'ont aucune représentativité. Les gens veulent une part du gâteau et sont prêts à mettre le processus en danger pour y arriver » (haut fonctionnaire de Tombouctou cité dans Coulibaly 2017, 4). Les critiques à l'endroit de la CEN reflétaient les critiques plus générales visant l'Accord et le processus, qualifiant de progrès minimal les « cases à cocher » des mêmes caractéristiques que celles mentionnées par les enthousiastes. Le gouvernement du Mali « devrait diriger et orienter le processus », mais au contraire, « en raison du laxisme de l'administration », la mise en œuvre de l'Accord « n'a pas progressé, ne serait-ce que de 10 pour cent » (entrevue, 2 mai 2017, Bamako, chef de parti politique). Quoi qu'il en soit, les progrès accomplis à ce jour répondent uniquement en partie aux critiques et aux préoccupations qui persistent au sujet de l'engagement, des plans et des intérêts des différents acteurs du gouvernement du Mali dans ce processus.¹

¹ Parmi les groupes non signataires et même les GAS (*groupes armés signataires*), la résistance à une mise en œuvre en temps opportun peut refléter une activation du processus à des fins pécuniaires, mais aussi des intérêts à saboter le processus de paix actuel, que ce soit dans le but de parvenir à un autre accord ou de tirer parti de « l'instrumentalisation du désordre ». Voir Chabal et Daloz (1999); Sandor (2017).

Inclusivité et représentation : qui parle pour qui ?

Même si les représentants de la CMA, du gouvernement du Mali et de la Plateforme s'entendent sur certains points de progrès de la mise en œuvre de l'Accord, ils mettent en doute néanmoins la représentativité même de ces représentants. En l'occurrence, ce problème épineux est soulevé par des acteurs à visées différentes – gouvernement du Mali, CMA, donateurs (entrevue, 1^{er} mai 2017, Bamako, membre de haut niveau de la CMA et ancien directeur d'un ONG international; entrevue, 2 mai 2017, Bamako, chef de parti politique; entrevue, 20 avril 2017, Bamako, conseiller politique à l'ambassade du pays donateur)². Certains arrangements politiques délicats entre les membres du CSA et ceux qu'ils représentent sont d'autant plus minés par les violations du cessez-le-feu, qui accélèrent la dégradation des relations entre les intervenants signataires (Sandor 2017; Nations Unies 2017). En outre, les signataires non étatiques ne sont pas les seuls à prêter flanc à la critique visant leur crédibilité dans les processus de mise en œuvre de l'Accord. Le gouvernement du Mali s'efforce de diriger la mise en œuvre de façon crédible; même les engagements pris de bonne foi sont difficiles à réaliser (entrevue, 26 avril 2017, Bamako, officier supérieur, cabinet du chef de l'opposition; Cisse 2017).

(Non)crédibilité et (in)efficacité de l'État

En dépit du mandat électoral actuel du gouvernement du Mali, dans les collectivités nordiques « ainsi qu'à toute période après l'indépendance du Mali, l'administration est perçue comme une entité étrangère [...] La plus importante forme de corruption se manifeste par la perte de justice dans le Nord » (entrevue, 1^{er} mai 2017, Bamako, membre de haut niveau de la CMA et ancien directeur d'une ONG internationale). La classe politique tournée vers les intérêts du Sud n'a porté que peu d'intérêt à la base authentique de légitimité étatique chez les populations nordiques dans les zones non urbaines et les autres populations des régions périphériques. Même si les élections multipartites et la décentralisation administrative connexe ont offert des avenues pour développer des relations dans le cadre d'un contrat social entre l'État central et les populations de partout au Mali, bon nombre de transformations politiques post-dictatoriales se font encore attendre depuis les années 1990 (Bergamachi 2014; Charbonneau et Sears 2014; Sperber 2017). Repris en 2012, « ce qui est fondamentale dans la crise que connaît le Mali au début des années 1990 [...] c'est la profonde remise en cause de l'État » (Baudais 2015, 204; voir Bøås et Torheim 2013). De fait, le *modus vivendi* antérieur à 2012 - la période qui a visiblement précédé le conflit - a été caractérisé par une administration centralisée et centralisante, jumelée à des politiques personnalisées empreintes de népotisme et par une méfiance profonde chez les acteurs aujourd'hui responsables de mettre en œuvre l'Accord. Une méfiance plus généralisée s'observe entre les populations en général et l'administration, par rapport à une panoplie de services fondamentaux et la présence responsable et réactive des forces de défense et de sécurité (entrevue, 28 avril 2017, Bamako, chercheur et analyste malien).

En l'occurrence, le statu quo politique en apparence viable après 2013 est inégalement légitime, surtout lorsqu'il est question de l'administration de la justice. « À défaut de la prestation de services de justice, il ne peut y avoir de paix : autrement, cela revient à dire que le processus de paix tente de

²Une approche participative anémique n'augure rien de bon pour la mise en œuvre de l'Accord. En effet, « tout a été discuté ailleurs, jusqu'au point que certains ne se sont pas sentis concernés par l'Accord. » Femme politique malienne et ancienne ministre, 11 février 2016, Bamako (cité dans Sy et coll. 2016).

guérir une blessure purulente à l'aide un bandage » (entrevue, 11 mai 2017, Bamako, cadre supérieur, ministère des Affaires étrangères). Ainsi, malgré la grande résonance de la lutte à l'impunité, l'accessibilité à la justice et l'impartialité de celle-ci deviennent un enjeu aussi complexe qu'essentiel. Les frustrations à l'égard de la réforme judiciaire parmi les donateurs et les ONG internationaux procèdent de la volonté politique inégale de mettre fin à l'impunité, en particulier dans les forces armées et à des niveaux bureaucratiques élevés, le tout compliqué par des problèmes connexes de non-indépendance, d'absence de moyens et d'insuffisance d'expertise (entrevue, 18 avril 2017, Bamako, donateurs (non maliens), agent supérieur en coopération pour le développement; Avocats sans frontières Canada 2017; MINUSMA 2017).

Même si les violations des droits de l'homme caractérisent « un niveau sans précédent d'insécurité » depuis 2015 (Fédération internationale des Droits de l'Homme/Association malienne des droits de l'Homme 2017), certaines plaintes déposées sont encore en instance de décision dans des cas d'agressions sexuelles sur des femmes maliennes durant la crise de 2012-2013, commises par des acteurs étatiques et non étatiques. Les répercussions sexospécifiques des conflits contemporains et historiques soulèvent de nombreux problèmes liés à la justice fondamentale. L'impunité pour les crimes sexuels en temps de guerre se profile alors que les présumés persécuteurs sont intégrés dans les forces armées et policières dans les collectivités mêmes où vivent leurs anciennes victimes (entrevue, 11 mai 2017. Cadre supérieur et officier militaire, Commission de la vérité, de la justice et de la réconciliation – CVJR; entrevue, 9 mai 2017, Bamako. Cadre supérieur, chapitre du Mali, Réseau régional des femmes pour la paix; entrevue, 5 mai 2017, ancien cadre supérieur, Association des Juristes Maliens).

Résistance bureaucratique à la réforme

L'administration d'IBK n'a pas réussi à rompre de façon convaincante avec ce passé pour diriger les réformes nécessaires à une stabilité durable et à un développement socioéconomique propice à la réconciliation et à la paix (entrevue, 30 avril 2017, Bamako, ancien candidat du RPM à Ménaka). Alors que certaines populations ne soient desservies que par un nombre modeste de fonctions étatiques, sinon aucune, d'autres sont confrontés à un État mal adapté, voire prédateur³. Les modèles de gestion des conflits par le truchement de relations clientélistes entre les élites gouvernementales nationales et régionales intègrent les acteurs de l'opposition dans le cadre d'un processus de gouvernement et de politiques du consensus (entrevue, 26 avril 2017, Bamako, personnel du Bureau du Vérificateur général (BVG); entrevue, 24 avril 2017, Bamako, analyste principal en développement institutionnel malien; Sandor 2017).⁴

La réalisation des engagements de haut niveau est une opération complexe dans toutes les grandes bureaucraties. Les lacunes bureaucratiques du Mali posent des problèmes particulièrement tenaces par rapport à la divergence des perspectives et des engagements au sein même du gouvernement du

³ L'absence d'une autorité étatique ne signifie pas automatiquement qu'il règne un vide chaotique dénué de normes et de pratiques encadrant les relations sociales et économiques. De fait, à travers l'histoire, la survie des collectivités a reposé sur des autorités non étatiques résilientes (Sears 2013; Coulibaly 2016).

⁴ La « dominance excessive du bras exécutif » a favorisé « l'accroissement des clivages socioculturels entre les élites urbaines et le reste de la population » (van de Walle 2012, 3).

Mali. Par exemple, en dépit de l'importance « capitale »⁵ déclarée de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration (DDR) dans le processus de paix, il s'agit d'une « priorité de niveau inférieur pour le ministère de la Défense », ce qui suscite la méfiance chez ceux qui perçoivent la DDR comme une autre itération d'une « réponse intéressée pour que des groupes rebelles puissent profiter de plus de ressources » (entrevue, 25 avril 2017, Bamako, cadre supérieur, CNDDR)⁶.

La méfiance nourrie au sein du gouvernement du Mali par rapport à certains éléments de l'Accord se reflète aussi dans les attitudes courantes et enracinées à l'égard de la décentralisation administrative, une initiative politique clé couplée à un pluralisme démocratique observée au milieu des années 1990 et devenue en quelque sorte un emblème de l'inégalité des capacités de l'État. « Les agents de l'autorité centrale ont décrié la décentralisation comme un partage des pouvoirs qu'ils perçoivent comme une diminution des pouvoirs et des privilèges auxquels ils se sont habitués et pensent avoir droit. » (entrevue, 3 mai 2017, Bamako, cadre supérieur, ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'État). De fait, on observe des frictions entre les institutions, soit entre les régions et la capitale, ou entre les nombreuses directions, les commissions, les nombreux ministères et les bureaux. Les responsabilités institutionnelles qui se chevauchent fréquemment et les travaux redondants sur des enjeux similaires exacerbent les faiblesses de la coordination entre les divers bureaux qui prolifèrent. En outre, certains ministères nouvellement établis n'ont pas de bureau équipé de manière appropriée pour s'acquitter de leur mandat. Ils sont décriés comme la preuve de nominations partisans plutôt que considérés comme des unités administratives fonctionnelles (entrevue, 3 mai 2017, Bamako, cadre supérieur, ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'État; entrevue, 26 avril, Bamako, cadre supérieur, Union nationale des travailleurs). Comme ses racines remontent aux années 1990, l'Accord de 2015 hérite des défaillances de la mise en œuvre des accords de paix précédents (Tamssaret 1991, Timbuktu 1996, Algiers 2006), de même que du legs des processus de décentralisation partiels qui se sont heurtés à de la résistance (entrevue, 28 avril 2017, Bamako, ancien ministre, auteur et analyste; Sy, et coll. 2016; ICG 2015).

En conséquence, le processus de paix se heurte à de nombreuses contradictions institutionnelles ainsi qu'aux tentatives de l'élite politique de gérer les dysfonctions profondes d'une économie politique d'un État népotiste qui dépend de l'aide internationale (entrevue, 2 mai 2017, Bamako, chef de parti politique; Baudais 2015, 196). La résistance bureaucratique, la méfiance et l'effet de silence qui s'ensuit jouent un rôle « considérable en limitant la capacité de planification et de réaction en cas de crise » et se bute à « un certain degré de suspicion, pour ne pas dire d'animosité, au regard des avantages et des prérogatives courantes qui pourraient être atténués ou éliminés » (entrevue, 25 avril 2017, Bamako, cadre supérieur, Commission nationale de la réforme du secteur de la sécurité – CNRSS). Cette résistance au changement, compréhensible et bien naturelle, s'observe de façon endémique dans la culture institutionnelle et dans le comportement des administrateurs. Elle ne peut être entièrement assouplie en apportant des changements aux « textes » (politiques, documents-cadres, manuels de procédures) ou aux structures organisationnelles. En outre, les réformes ont invariablement été « à contre-courant des administrations précédentes » et se sont déroulées à l'intérieur des paramètres de legs centralistes et centralisateurs du républicanisme d'inspiration française (entrevue, 28 avril 2017, Bamako, ancien ministre et auteur).

⁵ Zahabi Ould Sidi Mohamed, président, Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (cité dans Coulibaly 2017,5).

⁶ L'éventuelle infiltration terroriste du processus de DDR (Charbonneau 2017a) est aussi en cause.

Le cas du Bureau du Vérificateur Général (BVG) demeure instructif, sinon encourageant, car il renferme certaines recommandations par rapport aux poursuites légales ou aux réformes envisagées. La lutte contre la corruption demeure en tête de liste de priorités officielles, malgré l'écart entre la rhétorique et le peu de progrès réalisés concrètement. Bien que le BVG continue de mener des enquêtes et de produire des rapports, le gouvernement subit de lourdes pertes financières, et les lois existantes et les mécanismes de poursuite sont rarement appliqués, sinon sporadiquement. L'absence de volonté politique freine le suivi. La perception publique d'une impunité sélective n'est pas sans fondement et les rumeurs voulant que les rapports qui n'ont pas encore été publiés par le bureau d'IBK nomment des acteurs proches du président circulent (entrevue, 26 avril 2017, Bamako, personnel du Bureau du Vérificateur Général 2015; Sylla 2017). Sur cette toile de fond, le mépris de la population à l'égard de la corruption gouvernementale est répandu et dénoncé par des critiques, de l'intérieur et de l'extérieur du gouvernement du Mali. Alors que la machine électorale pour l'élection de 2018 se met en marche, les critiques demandent pourquoi les rapports récents du BVG n'ont pas été rendus publics par le bureau du président, rappelant l'engagement pris par IBK en septembre 2013 lors de son discours d'investiture d'éliminer la corruption (Ba 2013). La cadence élevée de roulement des administrations depuis 2013 trahit un manque de vision stratégique aux niveaux les plus élevés du gouvernement du Mali. Parmi les changements les plus instructifs, notons les courts mandats des premiers ministres Oumar Tatam Ly (5 septembre 2013 au 5 avril 2014) et Moussa Mara (5 avril 2014 au 9 janvier 2015). La lettre de démission de Ly fait mention « des dysfonctionnements et des insuffisances [...] dans la marche du Gouvernement, qui réduisent grandement sa capacité à relever les défis se présentant à lui » (Diarrah 2014).

Perpétuant le faible développement institutionnel entre 2003-2013, « les changements apportés depuis dix années aux conditions de fonctionnement des administrations maliennes sont peu significatifs au regard des actions engagées, des financements alloués et des efforts déployés » (Viguiet et Contis 2015, 64). Étant donné que la crise est multidimensionnelle, les besoins du Mali pour une meilleure gouvernance demandent davantage que des réformes. Encore plus impérieux que le besoin de rétablir l'autorité de l'État, il est nécessaire, comme le soulignait la CEN, de « refonder l'État sur des bases plus égalitaires » (Dia 2017). Le refondement de l'État doit inclure une plus grande attention portée aux dimensions structurelles et comportementales, économico-politiques et culturo-institutionnelles des défis du Mali. Bien que les pratiques de gouvernance aux échelles locale et nationale soient caractérisées par l'impunité, il importe aussi de mentionner que l'autorité discrétionnaire, libre de toute éthique professionnelle, omet de lier la responsabilisation à la légitimité, ce qui en retour peut ouvrir la voie à la corruption et à une gestion malavisée. Ainsi, le cycle d'une responsabilisation anémique et l'absence de pression de la part des populations en regard de ladite responsabilisation font fond sur une confiance mutuelle affaiblie et de faibles attentes entre les populations et les administrateurs (entrevue, 24 avril 2017, Bamako, analyste principal du développement institutionnel malien).

La résonance du refondement de l'État sur des bases plus égalitaires transcende les préoccupations et les intérêts de certains groupes. La volonté de redresser la base des relations État-société, décrite par la CMA en 2015 en termes d'une autonomie régionale accrue (Ag Acherif 2015), trahit néanmoins le besoin plus profond et plus vaste de se doter d'un contrat social reconstruit à la grandeur du Mali. Les changements profonds et pérennes se butent à « une certaine difficulté chez ces agents étatiques de se départir de leur ancienne perception hiérarchique du pouvoir » (Coulibaly 2016, 40).

Relations Mali – donateurs : rétablir, réformer ou refonder l'État

Le dysfonctionnement institutionnel s'observe en parallèle d'une implication importante des donateurs. En 2013, l'aide étrangère était équivalente à 11 pour cent du revenu national brut (RNB) du Mali, et 80 pour cent des dépenses du gouvernement central. L'aide publique au développement par personne (APD) a presque triplé de 2000 à 2014 (Banque mondiale 2016; Banque mondiale 2017). Bien qu'elles ne soient pas dictées ou renversées de façon simpliste par les acteurs internationaux, les options du gouvernement malien sont assorties de conditions et contraintes par les priorités et les intérêts des donateurs, de sorte que les négociations avec les acteurs externes touchent à tous les aspects des processus d'établissement des priorités du gouvernement et de mise en œuvre de celles-ci (entrevue, 25 avril 2017, Bamako, cadre supérieur, CNRSS). Il importe donc de surveiller la relation entre l'initiative de stabilisation (essentielle à la coopération Mali- donateurs) et les divisions apparentes dans l'appareil bureaucratique du gouvernement du Mali, en particulier, et dans la classe politique malienne, en général. Les investissements des donateurs dans la stabilité de courte durée risquent tacitement d'avaliser une république « de village de Potemkine » (Caplan 2013) : à savoir, une façade capable de résister à une inspection superficielle, mais érigée sur des bases encore insuffisantes pour un régime politique souverain et démocratique (Sperber 2017; Charbonneau et Sears 2014). Par ailleurs, l'orientation et la discipline des donateurs sont un point litigieux régulièrement soulevé dans les médias, une controverse qui prête flanc à une exploitation par les politiciens de l'opposition et les acteurs de la société civile. En effet, même lorsqu'ils désirent élaborer des politiques sensibles aux aspirations des citoyens, les acteurs du gouvernement du Mali agissent dans les limites de leur très grande dépendance à une aide conditionnelle, ce qui peut freiner le processus de responsabilisation des institutions publiques et les investissements dans celles-ci (Moss et coll. 2006).

Les procédures de soutien technique et financier des donateurs peuvent lier, contourner ou remplacer les rares capacités du gouvernement, et saper le développement des capacités de façon durable. Cela produit des incitatifs et des pressions pour que les administrateurs renoncent à un leadership efficace et tirent parti des possibilités de financement de manière à maintenir leur influence auprès de leurs clientèles respectives, tout en préservant les formes extérieures des partenariats en matière de collaboration (entrevue, 3 mai 2017, Bamako, cadre supérieur, Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'État; entrevue, 11 mai 2017, Bamako, cadre supérieur, ministère des Affaires étrangères). Les donateurs ont favorisé la prolifération des structures et des nouvelles initiatives, en partie dans le but de développer les capacités, mais aussi pour contourner les blocages de l'administration malienne « par le soutien ou la création de structures mieux dotées en ressources humaines qualifiées, techniques et financières » (Baudais 2015, 293). Lorsque le financement prend fin, ces structures ad hoc ont peu d'effets durables sur les capacités de l'État ou l'engagement des administrateurs. Les relations de coopération entre le gouvernement du Mali et les donateurs reproduisent ainsi un phénomène d'« appropriation, sans leadership » (entrevue, 18 avril 2017, Bamako, donateur (malien), agent principal de coopération en matière de développement).⁷

⁷ Un proverbe bambara caractérise la prise de responsabilités en matière de coopération et la négligence de celles-ci : « Si tu dis : 'aide-moi à tuer ce lion', mieux vaut que tu aies ses oreilles; si tu n'as que sa queue, personne ne t'aidera. »

Les structures administratives et les cultures institutionnelles confèrent, même au personnel qui occupe des postes d'autorité, des responsabilités insuffisantes pour qu'il puisse agir de façon efficace. La PDG-ite, une gestion descendante rigide, décourage la dissidence et étouffe la franchise et l'innovation. La responsabilisation obligée des décideurs (« *responsabiliser les responsables* ») se heurte à des entraves importantes dans le contexte existant des structures institutionnelles, des cultures et des comportements. Le pouvoir décisionnel minime freine la responsabilisation et se combine avec un manque de contrôle et de surveillance. Il n'y a que peu sinon aucune conséquence en cas de rendement médiocre ou d'inaction. La tension entre les aspects relationnels et professionnels juxtapose individualisme et égocentrisme (pour ce qui est des obligations personnelles ainsi que des obligations familiales plus générales et des réseaux de clients) par opposition à une solidarité sociale plus englobante qui se manifeste par une mobilisation en faveur du bien public (entrevue, 21 avril 2017, Bamako, activiste et chercheur du parti de l'opposition malienne; entrevue, 24 avril 2017, Bamako, analyste principal en développement institutionnel malien; entrevue, 29 avril 2017, Bamako, professeur Sikasso).

L'insatisfaction profonde à l'égard de l'administration d'IBK de 2013 à 2018 va au-delà de la méfiance à l'égard d'un gouvernement en particulier. Elle est de plus en plus symbolique de l'autorité profondément suspecte de l'État dans certaines régions et chez certaines populations, elle est emblématique de l'éventail complet des échecs : de la faible capacité à assurer un minimum de justice et de sécurité publique jusqu'aux capacités mal utilisées de manières discriminatoires ou prédatrices. Nonobstant les nombreux reproches justifiés contre l'État, et malgré les processus féroce et parfois violemment contestés de négociation visant à rallier différents points de vue et différentes visées pour exercer une autorité, les institutions de gouvernance légitimes plus représentatives et sensibles aux besoins et aux aspirations des populations locales demeurent nécessaires.

L'Accord de 2015 indique (bien qu'il renferme peu de détails) de nombreuses mesures qui pourraient être prises pour rétablir et refonder l'autorité de l'État. Même « en mentionnant du bout des lèvres des enjeux comme l'accès à des services sociaux de base, à des emplois ou à la justice », l'Accord traite en termes généraux des préoccupations relatives au développement socioéconomique « au cœur des aspirations populaires », en indiquant en particulier « la nécessité pour l'État de refonder sa vision du développement local » (ICG 2015, 1; Accord 2015, Partie IV, chapitre 12, art. 31). Par exemple, pour régler le problème des économies politiques de la survie par le commerce illicite et les pires formes de contrebande, il faut une vision en faveur d'une économie politique de réconciliation afin de traduire la réduction de la violence directe à court terme en une transformation durable de la violence structurelle (entrevue, 20 avril 2017, Bamako, conseiller politique à l'ambassade du pays donateur; entrevue, 26 avril 2017, Bamako, haut dirigeant, Union nationale; Accord de 2015, chapitre V; Galtung 1969).

Économie politique en matière de crise, de stabilisation et de réconciliation

L'économie politique malienne doit naviguer entre les préférences politiques néolibérales préconisées par les donateurs et l'histoire politique socialiste et sociale-démocrate d'un ostensible État fournisseur.

Au Mali, la pauvreté est la norme, pas l'exception. Ainsi, malgré des indicateurs macroéconomiques encourageants, la croissance du produit national brut par habitant reste faible entre 2,0 à 2,5 pour cent; plus des trois quarts des Maliens vivent avec moins de 3 \$ US par jour et près de 50 pour cent avec moins de 2 \$ US par jour (FMI 2017, Roseberry et Leuprecht 2017). La plupart des possibilités d'emploi et d'investissement sont concentrées autour de Bamako. Le dynamisme économique est affaibli par la mauvaise gestion des finances publiques et par les répercussions négatives de l'insécurité sur les producteurs, les consommateurs, les investisseurs et les donateurs (Konate 2017). Les régions saharienne et sahélienne du Mali sont très vulnérables aux chocs des changements climatiques. Les faibles précipitations, les sécheresses et les inondations entraînent de plus en plus de répercussions sur la plus grande part du revenu national : l'agriculture. Après cinq années caractérisées par des crises, des conflits, de l'insécurité alimentaire et des déclin des services de base, les organismes humanitaires s'efforcent d'aider quelque 3,7 millions de Maliens dépendants de l'aide humanitaire, soit environ un sur cinq. Cette « urgence humanitaire extrêmement complexe » est le résultat de crises alimentaires multiples depuis 2003 qui ont déjà « considérablement affaibli les moyens de subsistance des familles les plus pauvres » (Protection civile et Opérations d'aide humanitaire européennes, ECHO 2017). À mesure que persiste et augmente l'insécurité au niveau communautaire, les systèmes d'entraide s'affaiblissent et exposent un plus grand nombre de Maliens les plus vulnérables, les femmes et les enfants, en particulier dans les régions rurales, à des risques accrus, des privations et des fardeaux disproportionnés (entrevue, 5 mai 2017, Bamako, ancien haut fonctionnaire, Association des Juristes Maliens; entrevue, 9 mai 2017, Bamako; haut fonctionnaire du chapitre Mali, réseau régional des femmes pour la paix; Bencherif et Ag Rousmane 2017).

En outre, les Maliens qualifiés peuvent trouver que les possibilités d'emploi auprès des donateurs internationaux sont plus attrayantes que les postes gouvernementaux, un milieu perçu comme mal rémunéré, corrompu et démoralisant (entrevue, 22 avril 2017, Bamako, haut fonctionnaire Malien auprès d'un ONG international; entrevue, 3 mai 2017, Bamako, ingénieur hydrologique du gouvernement à la retraite, membre du parti de l'opposition). En effet, selon l'ancien ambassadeur américain au Mali (2008-2011) l'économie politique du Mali en matière de crise, de stabilisation et de réconciliation exige des attentes réalistes fondées sur une analyse adéquate « des conditions extraordinairement difficiles dans lesquelles le pays doit fonctionner » (Milovanovic 2017).

Réforme constitutionnelle et divisions sociopolitiques

La réforme constitutionnelle proposée par le gouvernement du Mali (mars-juillet 2017) s'est heurtée à une opposition massive : la campagne « Touche pas à ma Constitution ». Une manifestation pacifique d'aussi grande envergure dans un état d'urgence déclaré et le report indéfini du référendum sont des signes importants et encourageants de la sensibilité du gouvernement du Mali. Perçu par beaucoup comme un effort visant à plébisciter la gestion de la crise par IBK, ce gambit laisse ouverte la question de la compréhension de l'opinion publique malienne par le gouvernement du Mali. La confiance envers les institutions et les administrateurs paraît fragile dans les enquêtes d'opinion, 29 pour cent des répondants seulement se disant satisfaits des actions du gouvernement malien (Roger 2017; Guindo et coll. 2016).

Une récente lettre ouverte adressée à IBK représente une critique instructive des faiblesses du président, dont la tentative mal avisée de réformer la Constitution est considérée comme emblématique. Historienne, auteure et ex-première dame, Adame Bâ Konaré a enjoint à IBK de se

montrer à la hauteur de la situation, d'élargir le dialogue et de faciliter l'abandon, par les acteurs du processus de paix, d'une attitude musclée, voire belliqueuse – « dégonfler les biceps » (Konaré 2017). Il est certes judicieux d'exhorter au calme et à l'harmonie devant la propagation de la violence, des conflits et des crises tenaces. Cependant, en faisant cet appel, Konaré renforce l'argument bambara/mandé de la grandeur du Mali sous le régime de Sundiata Keita (vers 1230), à la base du nationalisme politique malien, promu par des professionnels qualifiés et des milieux urbains depuis 25 ans. En effet, une articulation sélective et sudiste de « l'unité » et de la « cohésion » s'oppose précisément à la diversité et à l'inégalité ethnolinguistiques qui sous-tendent les conflits et les crises en cours (Charbonneau et Sears 2014; Sears 2013).

Les organismes non gouvernementaux et les dirigeants de la société civile « étatistes » du Mali maintiennent des liens étroits avec les fournisseurs de services et les bassins de recrutement pour accéder aux ressources et aux postes de l'État (entrevue, 26 avril 2017, Bamako, haut fonctionnaire du parti de l'opposition, aile féminine). En effet, une question clé demeure, en dépit de l'autopromotion implicite dans les observations des politiciens plus jeunes, « sans un soutien ciblé de ces dirigeants prometteurs de demain, il ne peut y avoir que des percées accidentelles. La neutralité [politique des donateurs] est médiocre et sans effet. La classe politique actuelle est établie et connue » (entrevue, 2 mai 2017, Bamako, chef de parti politique). Les Maliens et les partenaires donateurs du Mali peuvent-ils identifier et aider les acteurs qui peuvent vraisemblablement aspirer à s'attaquer à la « mauvaise gouvernance » (corruption, impunité, etc.) et favoriser l'émergence d'un pouvoir politique plus sensible et plus représentatif aux échelles nationale, régionale et locale? Qui sont les plus prometteurs parmi les dirigeants politiques de la prochaine génération? Il est possible que la « nouvelle génération de militants » émergeant depuis 2012-2013 n'ait pratiquement « aucun lien avec les structures politiques existantes » (Whitehouse 2017, 28). En préconisant la non-violence, la tolérance et un changement dans les façons de faire la politique (Poudiougou 2017), la soi-disant « nouvelle société civile » hérite néanmoins de 20 ans de legs d'une « société civile qui a négligé de prendre au sérieux l'activisme ou la critique constructive proactive » (entrevue avec « Fanta » cité dans Whitehouse 2017, 28). Les agents de changement font aussi face à un statu quo enraciné teinté d'une nostalgie populaire éventuellement croissante pour les régimes et les dirigeants passés (Tamboura 2017). Les interlocuteurs expriment parfois de la déception en témoignant de la nostalgie à l'égard de certains anciens administrateurs jugés compétents, mais qui ont été renvoyés, forcés de quitter ou gênés dans leur travail.

Les appels des acteurs de la société civile, qui préconisent la mise en place de processus d'établissement de la paix plus complets et plus poussés que ceux qui sont actuellement mis de l'avant dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord, commencent à porter leurs fruits. Parmi les défis les plus importants qui menacent les relations plus générales entre l'État et la société et les bailleurs de fonds et le gouvernement du Mali qui touchent l'administration, notons le possible dialogue avec les djihadistes autoproclamés. La suggestion de dialogue donne un nouveau souffle aux questions relatives à la représentativité dans le cadre des processus actuels de l'Accord et au-delà de ceux-ci (Macé 2017; Keita 2017). Les acteurs non étatiques qui interviennent dans la réglementation et la protection sociales répondent aux divisions sociales sujettes aux conflits, qui risquent d'être instrumentalisées pour servir de prélude à une éventuelle violence (entrevue, 11 mai 2017, Bamako, cadre et officier militaire, CVJR ; entrevue, 5 mai 2017, officier supérieur, CVJR , section Bamako).

Face à la menace d'une crise plus généralisée de l'ordre sociopolitique, les mécanismes de gestion des conflits à l'échelle communautaire ou populaire ne sont pas aussi efficaces qu'ils auraient pu l'être il y

a dix ans, ni ne semblent aussi robustes qu'ils l'étaient entre le milieu et la fin des années 1990. La période de paix relativement longue suite à la Paix de Tombouctou (1996) s'est édifiée sur les épaules de leaders traditionnels, habilités et soutenus par leurs collectivités et des acteurs internationaux judicieusement engagés. À l'instar du processus de mise en œuvre de l'Accord qui a subi les contrecoups de l'effritement de la confiance, il en va de même des autres contextes conflictuels (entrevue, 18 avril 2017, Bamako, directeur d'un pays non malien d'un ONG international parlant couramment le fulfulde, Poulton et Ag Youssof 1998; Sears 2010)⁸.

Compte tenu des précédents historiques, tout comme pendant la crise aiguë et depuis, de nombreux dirigeants communautaires participent aujourd'hui à l'organisation de services publics de base. Par rapport à l'écart entre les gouvernants et les gouvernés, il s'agit d'une transformation éventuellement importante de la situation sociopolitique globale d'avant 2012. La collaboration avec des acteurs non étatiques armés révèle des crises profondes selon les clivages sociaux chez différents groupes, ainsi qu'entre différents groupes et l'État. Ces axes de formation et de transformation de la confiance (méfiance) sociale méritent un examen beaucoup plus pointu. Celui-ci s'avère particulièrement important à la lumière des pratiques historiques d'intégration sociale, de discipline et de gestion des conflits du Mali, mais aussi du paradigme de la politique de consensus résiliente, et ce, en dépit de ses lacunes connues (entrevue, 24 Avril 2017, Bamako, analyste de haut niveau, MINUSMA; Macé 2017). Une question pertinente qui se pose devient la mesure dans laquelle les dirigeants communautaires jouissent ou non d'un soutien informel (non étatique, coutumier) ou d'une reconnaissance par le biais de structures administratives officielles ou de l'État, en particulier celles reconnues et appuyées par les jeunes. Les trajectoires de confiance sociale et politique exigent une analyse selon une perspective historique.

Le rétablissement de la gouvernance réformée d'avant 2012 sera insuffisant pour réduire les divisions sujettes aux conflits. Les clivages sociaux persistent (par exemple, par rapport à l'accès aux ressources et la gestion des terres agricoles, de l'eau, des pâturages et des sites artisanaux d'extraction de l'or) et se militarisent de manière sans précédent, ce qui augmente considérablement le risque de violence. En outre, la capacité inégale de l'État à maintenir l'ordre social par la force et le renforcement du consentement entrave le contrôle de la violence criminelle en dehors des zones et des régions centrales. Les synergies conflictuelles dans les causes fondamentales combinent et renforcent les facteurs de conflit plus immédiats et les circonstanciels (entrevue, 2 mai 2017, Bamako, Peul de la classe moyenne du cercle de Bandiagara, région de Mopti, Agmour 2017, Sangaré 2016, IMRAP 2017, Bagayoko et coll. 2017). En effet, dans certaines régions périphériques, la situation est pire depuis les élections présidentielles de 2013 (Hagberg et coll. 2017, 36).

Comme la violence est à l'origine du déplacement de plus de 45 000 Maliens au Mali et de 140 000 jusque dans les pays voisins, les préparatifs de la campagne électorale exigent un certain sang froid, car les incidents de violence dans les régions de Bamako, Mopti et Kidal font partie de l'actualité quotidienne. L'expansion d'un statu quo politique, économique et social dans le Sud trahit peut-être une confiance ou une attitude attentiste (ECHO 2017, RFI 2017a, 2017c, Jeune Afrique 2017). Les annonces tardives du gouvernement actuel, en particulier celles qui concernent des projets d'infrastructure, renforcent les bénéfices politiques et visent à impressionner l'électorat et les bailleurs de fonds (classe politique/alphabétisé) en prévision des élections présidentielles de 2018.

⁸ Lorsqu'ils sont doublement desservis par les autorités étatiques et traditionnelles pour faciliter l'accès aux possibilités d'emploi ou aux ressources par le biais des réseaux clientélistes (qu'ils soient « locaux » ou « extravertis »), les jeunes maliens (surtout les hommes) ont de moins en moins à perdre.

Réciproquement, les progrès médiocres au chapitre de la mise en œuvre de l'Accord renforcent les allégations voulant que le gouvernement d'IBK n'ait pas réalisé de façon tangible son mandat pour la période 2013-2018 (Maiga 2017)⁹. Compte tenu des divisions au sein de la classe politique malienne, les élections présidentielles de 2018 pourraient gêner le processus de paix à court et à moyen terme. En effet, certaines perceptions probablement plus répandues dans le Sud soutiennent que le processus de mise en œuvre de l'Accord est dominé par des initiatives axées sur le Nord, et ce, au détriment de la quête de transformations pertinentes dans l'ensemble des régions du Mali et d'un engagement véritablement représentatif de toutes les populations maliennes soucieuses d'un avenir pacifique (entrevue, 2 mai 2017, Bamako, chef du parti politique; entrevue, 1^{er} mai 2017, Bamako, membre haut placé de la CMA et ancien directeur d'un ONG international, Kone 2017). Si les tendances, les sentiments et les mouvements importants contre le statu quo ne sont pas reflétés adéquatement dans les résultats du scrutin en 2018, les mobilisations actuelles laissent entrevoir des possibilités réelles de bouleversements sociaux plus généralisés, que ce soit avant ou après la mobilisation des Maliens pour voter. Les allégations relatives à la distribution et à la disponibilité des cartes d'identité nationale (NINA), voulant étayer une fraude électorale, sont analysées avec circonspection sinon suspicion. Comme en 2013 et 2016, les questions d'accessibilité au scrutin et de sécurité dans certaines zones se posent en 2017 et en 2018 (entrevue, 21 avril 2017, Bamako, membre de l'opposition malienne et chercheur).

Ce scrutin se tiendra dans le cadre d'un système de partis politiques qui demeure peu institutionnalisé, fragmenté et hautement personnalisé, avec des figures de parti sans plateforme politique. Exacerbés par les deux mandats d'Amadou Toumani Touré comme indépendant, les coalitions et le consensus politiques se sont de plus en plus prêtés à la critique comme empreints d'une gouvernance insensible au mécontentement populaire à l'égard des déficits institutionnels et du piètre rendement des représentants (Bleck et Wan de Walle 2011). La perception des élections de 2018 comme prochaine étape du retour d'une normalité politique est erronément fondée sur l'enthousiasme et des attentes probablement exagérées à l'égard du rétablissement de l'autorité de l'État pour gérer la crise en cours. Un amalgame de politiques, de pratiques et d'approches, déployées sous l'égide des dynamiques de coopération transnationales entre le gouvernement du Mali et les donateurs, doit viser à rétablir en temps voulu l'autorité de l'État et sa refondation durable.

Liens en matière de gouvernance pour le développement et la sécurité

Au lendemain de 2012-2013, les donateurs discernaient plus facilement, sinon tardivement, la façade d'efficacité et de légitimité de l'État qu'ils avaient contribué à perpétuer (Bergamachi 2014). Avec un modeste enthousiasme à l'égard du processus de mise en œuvre de l'Accord de 2015, et malgré ses défauts, les grands donateurs (Banque mondiale, France, UE) renouvellent ou augmentent leurs engagements en matière de partenariat. Les problèmes de gouvernance profondément enracinés du Mali exercent encore une influence importante sur les actions et les approches des donateurs¹⁰. En se

⁹ Le programme de politiques intérieures du gouvernement du Mali annoncé par le premier ministre Maiga place le processus de paix à l'avant-plan, mais n'en fait qu'une priorité parmi une multitude d'autres.

¹⁰ Par exemple. Les préoccupations des États membres de l'UE pour la stabilité du Mali dans la sous-région, dans le « quartier élargi » de l'Europe, limitent au lieu d'élargir la vision de l'intervention et de la coopération

préoccupant de la sécurité, les donateurs risquent de redevenir complaisants envers le régime de gouvernance (Boutellis et Zahar 2017, RFI 2017b, Brown 2016) et de reproduire et de maintenir un argumentaire de confiance justifiée pour le Mali en tant que partenaire de coopération modèle¹¹.

En tant que document important du processus de mise en œuvre de l'Accord, le rapport de la CEN fait état de problèmes susceptibles de mener à des réformes institutionnelles à court et à moyen terme : celles liées à la stabilisation, ainsi que les transformations dont l'économie politique du Mali a besoin depuis au moins 25 ans. Les changements institutionnels importants ne peuvent cependant pas être abordés de manière durable comme des problèmes techniques indépendants de leurs dynamiques politiques, dans lesquels les élites espèrent récupérer, sinon réinitialiser et renouveler, une version de l'économie politique dépendante de l'aide de l'État népotiste, à leur avantage et à celui de leurs réseaux.

À la lumière des legs de 2002-2012 et de la crise qui a stagné ou s'est aggravée pendant la période 2013-2018, la coopération internationale exige un amalgame de tâches de plus en plus complexes pour s'y retrouver et évaluer la situation. Au carrefour des relations multiples entre donateurs et partenaires se trouvent un éventail de réponses. Les réponses à la violence directe comprennent la force mortelle et le renforcement des capacités de sécurité; les réponses à la violence structurelle comprennent le développement d'institutions et la réforme, ainsi qu'un développement socioéconomique durable et équitable.

À mesure que les débats sur la réforme constitutionnelle et les luttes renouvelées de la CMA et de la Plateforme (Ag Mohamed 2017) redonnent vie à la question de savoir quelle forme d'État malien doit être rétablie, le Mali devient de plus en plus un point de mire des interventions internationales et régionales de gestion de crise (Charbonneau 2017b). La présence de la MINUSMA, de Barkhane, de la mission de formation de l'Union européenne et de la force du G5 Sahel avec les forces de sécurité et de défense nationales positionne la question de la souveraineté nationale comme une question importante que doivent régler les acteurs politiques et les Maliens de manière plus générale (Mara 2017; AFP 2017; Sommet Extraordinaire du G5 Sahel avec la France 2017; Charbonneau 2017a, 2017b). La coopération entre le Mali et les donateurs redevient ambivalente par rapport aux réformes de la gouvernance souhaitées, justement parce que la recherche de la stabilité s'articule selon une logique viable plus ou moins qu'à court terme. Tout comme les observateurs internationaux étaient enthousiastes à l'égard du Mali comme modèle de la démocratisation, ils pourraient aussi applaudir le succès modeste de l'Accord et ainsi voiler une analyse critique des besoins en matière de changements frustrés depuis le début des années 1990. Les partis d'opposition et leurs candidats peuvent persuader les électeurs qu'ils proposent un avenir meilleur. Néanmoins, les agents du changement doivent composer avec la profondeur de la déception à l'égard de l'administration de la crise persistante par IBK, même s'ils peuvent vouloir en tirer parti.

en vue de favoriser la paix à l'échelle régionale (entrevue, 19 avril 2016, Bruxelles, employé de haut niveau, Bureau d'appui à la consolidation de la paix; entrevue, 21 avril 2016, Bruxelles, Service européen pour l'action extérieure (SEAE); entrevue, 19 avril 2016, Bruxelles, Commission européenne, Direction générale de la coopération et du développement international (DG DEVCO), employé de haut niveau; voir Charbonneau et Sears 2016).

¹¹ Médecins Sans Frontières se préoccupe également de l'avenir des efforts de secours humanitaire au Mali, compte tenu du déclin des espaces et des acteurs politiquement neutres (Marín 2017).

Quelle que soit la stabilité établie grâce à la mise en œuvre de l'Accord, elle restera fragile à court et à moyen terme. L'État ne peut pas être « stabilisé » de façon durable par les arrangements actuels. Malgré le récent redémarrage du processus de paix, le conflit persiste dans une phase de dégradation de la confiance entre les parties signataires. Les liens perturbés entre les dirigeants et les bases de la CMA et de la Plateforme, exacerbés par les efforts médiocres du gouvernement du Mali, reflètent des lacunes encore plus importantes de la transformation de la gouvernance. Le processus de l'Accord reprend 25 ans de réformes incomplètes, abandonnées ou fragmentées, mais dans des conditions beaucoup moins favorables. Dans quels domaines de la politique et de la pratique, le gouvernement du Mali a-t-il la plus grande légitimité et la meilleure mainmise sur les visées et priorités stratégiques qu'on cherche à réaliser par la coopération?

Les efforts visant à gérer les défis politiques au Mali doivent transformer les politiques économiques et sociales, et pas seulement les approches militaires et en matière de sécurité, depuis les considérations périphériques jusqu'au cœur des politiques et des pratiques. La mise en place de biens publics demeure essentielle pour renforcer la légitimité de l'État, pas seulement dans les régions du Nord, mais aussi dans toutes les régions caractérisées par des clivages sociaux susceptibles de donner lieu à des conflits. Le développement durable, vers une économie politique de réconciliation, exige de meilleures mesures de lutte contre la corruption et qu'on accorde la priorité la plus élevée à court et moyen terme à la lutte contre l'impunité. Cependant, des attentes irréalistes peuvent devenir sources de mécontentement et menacer les gains modestes. Les problèmes admis ouvertement - la corruption bureaucratique endémique et l'expansion éventuelle des activités criminelles impliquant des fonctionnaires ou leurs clients - doivent nuancer ou modérer l'enthousiasme des donateurs à l'égard de partenariats avec l'État malien. Les donateurs influents pourraient contribuer de manière positive dans le cadre d'un partenariat efficace avec les forces dynamiques du pays qui désirent un changement fondamental, en admettant plus ouvertement et de manière plus critique les problèmes de la mauvaise gouvernance et en agissant concrètement avec courage pour que ces considérations se reflètent dans leur aide technique et les flux d'aide.

Pistes de recherche

Il s'agit de l'un des nombreux rapports du projet Mali du Centre FrancoPaix. Ceux-ci seront combinés, révisés, mis à jour et enrichis avec plus de recherches et d'analyses dans un rapport final unique qui sera publié au printemps 2018. Les questions suivantes sont des suggestions pour le débat et les recherches futures. Elles orientent nos efforts de recherche collectifs :

Qui parle pour qui à qui?

- Quelles allégations crédibles les dirigeants nourrissent-ils à l'égard de leur leadership? Dans un régime politique où les résultats des élections sont suspects et où les bases de soutien des autorités non élues sont contestées, les observateurs doivent remettre en cause, et non tenir pour acquis, les mécanismes de représentation.

Qui sont les nouveaux dirigeants et ceux qui reviennent?

- Qui sont les dirigeants politiques crédibles, qu'ils appartiennent à une génération montante ou se trouvent parmi ceux qui ont été le moins compromis après avoir fait partie des gouvernements et des régimes antérieurs?

Comment pouvons-nous coopérer de façon différente?

- Plus de dix ans après la Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide (voir Programme d'Action d'Accra (2008), partenariat de Busan 2011), quels domaines de la politique et de la pratique aux échelles internationale et nationale reflètent le mieux les principes, en particulier celui d'appropriation, et les priorités stratégiques connexes?

Quels sont les piliers de la stabilisation de l'État?

- Quelles mesures visant à rétablir l'autorité de l'État comportent également des réformes conformes aux visions relatives à la *refondation* de l'État et (ré)établissent les relations du contrat social? Bien qu'elles ne soient pas mutuellement exclusives, il faut quand même prendre en considération les interrelations et les séquences de ces dimensions de la stabilisation durable.

Bibliographie

- Agence France Presse (AFP). 2017. G5 Sahel : le projet de force conjointe antijihadiste en quête de fonds. *Jeune Afrique*, 2 juillet. Available from <http://www.jeuneafrique.com/453303/politique/g5-sahel-projet-de-force-conjointe-antijihadiste-quete-de-fonds/>.
- Ag Mohamed, Ilad . 2017. « Communiqué de la CMA sur les affrontements de ce mardi à Kidal avec le Gambia ». *Maliactu* 12 Juillet Available at <http://maliactu.info/communiquede-presse/communiquede-la-cma-sur-les-affrontements-de-ce-mardi-kidal-avec-le-gambia>
- Accord 2015. « Accord Pour La Paix Et La Reconciliation Au Mali Issu Du Processus D'alger » Available at <http://photos.state.gov/libraries/mali/328671/peaceaccord-translations/1accord-paix-et-reconciliation-francais.pdf>.
- Ag Acherif, Bilal. 2015. « Déclaration de la Coordination des Mouvements de l'Azawad à l'adresse du Peuple Malien. » May 12. Available at <http://www.mnlamov.net/actualites/439-declaration-de-la-coordination-des-mouvements-de-l-azawad-a-l-adresse-du-peuple-malien.html>
- Agmour, Aliou. 2017. "Affrontement sanguinaire entre peulhs et Bambara à Ké-Macina: Les complices du terroriste Amadou Koufa, chefs d'orchestre du drame!" 16 February. Available at: <http://malizine.com/2017/02/16/affrontement-sanguinaire-entre-peulhs-et-bambara-a-ke-macina-les-complices-du-terroriste-amadou-koufa-chefs-dorchestre-du-drame/>.
- Avocats sans frontières Canada (ASFC). 2017. « Les enjeux de la lutte contre l'impunité au Mali. » Available at https://www.asfcanada.ca/documents/file/asf_2017_enjeux_impunite_mali_web.pdf
- Ba, Mehdi. 2013. « Investiture d'IBK : le jour du sacre est arrivé. » *Jeune Afrique*, 4 septembre. Available at <http://www.jeuneafrique.com/168724/politique/investiture-d-ibk-le-jour-du-sacre-est-arrive/>.
- Bagayoko, Niagalé, Boubacar Ba, Boukary Sangaré, et Kalilou Sidibé. 2017. « Gestion des ressources naturelles et configuration des relations de pouvoir dans le centre du mali : entre ruptures et continuité. » *African Security Studies Network*, June. Available at <http://africansecuritynetwork.org/assn/gestion-des-ressources-naturelles-dans-le-centre-du-mali/>.
- Baudais, Virginie. 2015. *Les Trajectoires de l'état au Mali*. Paris : Harmattan.
- Bencherif, Adib et Assinamar Ag Rousmane. 2017. « Voix et perspectives sur le(s) rôle(s) des femmes : pour une résolution de la crise malienne. » *Bulletin FrancoPaix* 2(3) mars, Available at <https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2017/03/Bulletin-Francopaix-vol-2-no-3.pdf>
- Bergamachi, Isaline. 2014. "The Fall of a Donor Darling: The Role of Aid in Mali's Crisis." *Journal of Modern African Studies* 52(3): 347–78.
- Bleck, Jamie and Nicolas van de Walle. 2011. "Parties and issues in Francophone West Africa: Towards a theory of non-mobilization." *Democratization* 18(5): 1125–1145
- Bøås, Morten and Liv Elin Torheim. 2013. "The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance." *Third World Quarterly* 34(7): 1279–1292.
- Boutellis, Arthur and Marie-Joëlle Zahar. 2017. "A Process in Search of Peace: Lessons from the Inter-Malian Agreement." United Nations. Secretary General's Report on the situation in Mali. 6 June.

- Brown, Stephen. 2016. "Security, Development and the Securitization of Foreign Aid." In *The Securitization of Foreign Aid*. Edited by Stephen Brown and Jörn Grävingholt, , 1-17. Basingstoke, UK and New York: Palgrave Macmillan..
- Bureau du Vérificateur Général 2015, Rapport annuel 2014. Available at http://www.bvg-mali.org/uploads/files/2015/RA/Rapport_Annuel_2014.pdf .
- Caplan, Gerry. 2013. "Foreign military intervention wrong response to Mali crisis." *Peace Alliance Winnipeg*. January, Available at <https://www.peacealliancewinnipeg.ca/2013/01/foreign-military-intervention-wrong-response-to-mali-crisis/>
- Chabal, Patrick and Jean-Pascal Daloz.1999. *Africa Works: The Political Instrumentalization of Disorder*. Bloomington, IN: James Currey and Indiana University Press.
- Charbonneau, Bruno. 2017a. *Les défis de l'intervention internationale : un rapport préliminaire du projet Stabiliser le Mali*. Montréal: Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal.
- Charbonneau, Bruno. 2017b. 'Intervention in Mali: Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism'. *Journal of Contemporary African Studies*, in press.
- Charbonneau, Bruno and Jonathan Sears. 2016. "Mali and the Sahel : An Opportunity for Renewed Canadian Engagement." June. Available at <https://dandurand.uqam.ca/publication/mali-et-sahel-les-possibilites-dun-engagement-renouvele-pour-le-canada/> .
- Charbonneau, Bruno and Jonathan Sears. 2014. « Faire la guerre pour un Mali démocratique. » *Canadian Journal of Political Science* 47(3): 597–619.
- Cisse, Soumalia. 2017. « Intervention du chef de file de l'opposition à la conférence d'entente nationale. » *Bamada.net*. 1 April. Available at <http://bamada.net/conference-dentente-nationale-les-propositions-de-lopposition-politique-malienne>.
- Coulibaly, Amadou. 2017. « Processus de paix: un pas en avant, un pas en arrière? » *Journal du Mali* no. 98 (February–March).
- Coulibaly, Daouda. 2016. *Comprendre la variation de la mise en oeuvre de la participation publique entre les administrations locales : Le cas des Communes III et V du district de Bamako au Mali*. Thèse de Doctorat en études urbaines, L'Institut national de la recherche scientifique et l'Université du Québec à Montréal.
- Dia, Ibrahima. 2017. « Rapport général de la Conférence d'Entente Nationale-Bamako, du 27 mars au 2 avril 2017. » 2 avril. Available at <http://www.malinet.net/editorial/rapport-general-de-la-conference-dentente-nationale-bamako-du-27-mars-au-02-avril-2017/>.
- Diarra, Dognoumé. 2016. « Situation politique et sécuritaire au Mali : « Une 4ème république doit naître... » déclare Dora Cheick Diarra. » *Le Flambeau*. November. Available at <https://niarela.net/crise-malienne/situation-politique-et-securitaire-au-mali-une-4eme-republique-doit-naître-declare-dora-cheick-diarra>.
- Diarrh, Séga. 2014. « Lettre de démission du Premier Ministre Oumar Tatam Ly [en intégralité, la copie originale de la lettre]. » *Maliactu.net*. 6 avril. Available at <http://maliactu.net/lettre-de-demission-du-premier-ministre-oumar-tatam-ly/>
- European Commission Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO) 2017. Mali Crisis Factsheet. Available at http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/mali_en.pdf May.
- Fédération Internationale des Droits de l'Homme/Association malienne des droits de l'Homme 2017. « Mali : Terrorisme et impunité font chanceler un Accord de paix fragile.» Note de position conjointe no. 692f, mai. Available at https://www.fidh.org/IMG/pdf/note_mali_mai_2017_fr_web.pdf .
- Galtung, Johan. 1969. "Violence, Peace, and Peace Research." *Journal of Peace Research* 6(3): 167-191.

- Guindo, Sidiki, Abdourhamane Dicko, Countel Kanne, et Annette Lohma. 2016. « Rapport Mali-Mètre 7. » Fondation Friedrich Ebert, mars. Available at http://www.fes-mali.org/images/documents/MM_8.pdf.
- Hagberg, Sten, Yaouaga Félix Koné, Bintou Koné, Aboubacar Diallo et Issiaka Kansaye. 2017. *Vers une sécurité par le bas ? Étude sur les perceptions et les expériences des défis de sécurité dans deux communes maliennes*. Uppsala : Uppsala University. Available at <http://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1095872/FULLTEXT01.pdf>.
- Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP). 2017. « Portraits Croisés Mopti – Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans la zone de Koro-Bankass » INTERPEACE June 28. Available at <http://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2017/06/2017-Interepeace-IMRAP-Portraits-Crois%C3%A9s-Koro-Bankass.pdf>.
- International Crisis Group (ICG). 2015. “Mali: La Paix à Marche Forcée?” *Rapport d’Afrique* No. 226. 22 May.
- International Monetary Fund. 2017. *World Economic Outlook 2017*. Washington DC, April. Available at http://www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD/MLI
- Jeune Afrique & AFP. 2017. « Mali : une trentaine de morts dans des violences entre Peuls et Dogons dans le centre du pays. » 20 juin. Available at <http://www.jeuneafrique.com/449583/politique/mali-trentaine-de-morts-violences-entre-peuls-dogons-centre-pays/>
- Keita, Naffet. 2017. « Crise malienne : Changeons de grille de lecture. » *Journal du Mali*. 20 April. Available at <http://www.journaldumali.com/2017/04/20/crise-malienne-changeons-de-grille-de-lecture/>
- Konaré, Adame Bâ. 2017. « Lettre Ouverte du Professeur Adame Ba Konaré au Président Ibrahim Boubacar Kéita. » *Malijet.com*, 2 Juillet. Available at http://malijet.com/les_faits_divers_au_mali/lettres_ouvertes_mali/189376-lettre-ouverte-du-professeur-adame-ba-konare-au-president-ibrahim.html
- Konate, Abdoulaye, Hamaciré Dicko et Becaye Diarra 2017. *Perspectives économiques en Afrique – Mali 2017*. Banque Africain de Développement, L'Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations unies pour le développement. Available at <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/notes-pays/mali>.
- Kone, K.. 2017. "A Southern View on the Tuareg Rebellions in Mali." *African Studies Review*, 60(1):53-75.
- Macé, Célian. 2017. Parler avec les jihadistes ? Le dilemme qui agite le Mali. *Libération*. 14 avril. Available at http://www.liberation.fr/planete/2017/04/14/parler-avec-les-jihadistes-le-dilemme-qui-agite-le-mali_1562643
- Maiga, Abdoulaye Idrissa. 2017. Déclaration de politique générale du Premier ministre [Full Text] 2017 *l’Essor*. 13 June. Available at <http://www.essor.ml/declaration-de-politique-generale-du-premier-ministre-en-attendant-les-debats/>.
- Mara, Moussa. 2017. « Révision de la Constitution Que faire maintenant! » Facebook post. June 19. Available at https://www.facebook.com/note.php?note_id=1443736589048087.
- Marín, Alejandro Pozo 2017. “Perilous terrain Humanitarian action at risk in Mali.” Médecins Sans Frontières, mars. Available at https://arhp.msf.es/sites/default/files/Case-Study-03-Mali_EN.pdf.
- Milovanovic, Gillian. 2017. “Comment,” *Facebook group All Mali, All the Time*, 12 May. Available at <https://goo.gl/SX5eJu>.

- MINUSMA 2017. « Hebdo N°90. » 23 juin. Available at https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/minusma_hebdo_ndeg90.pdf.
- Moss, Todd, Gunilla Pettersson, and Nicolas van de Walle. 2006. "An Aid-Institutions Paradox? A Review Essay on Aid Dependency and State Building in Sub-Saharan Africa." *Center for Global Development Working Paper* 74. Available at https://www.cgdev.org/sites/default/files/5646_file_WP_74.pdf.
- Poudiougou, Ibrahima. 2017. "Mali: vers la fin de la gérontocratie?" *Sahelian.com*. 15 juillet, Available at <http://sahelien.com/blog/mali-vers-la-fin-de-la-gerontocratie/>.
- Poulton, Robin-Edward et Ibrahim ag Youssouf. 1998. *La Paix de Tombouctou*, Genève: United Nations Institute for Disarmament Research.
- Radio France International (RFI) 2017a. « Mali: la CMA et la Plateforme violent à nouveau le cessez-le-feu, » 7 juillet. Available at <http://www.rfi.fr/afrique/20170707-mali-cma-plateforme-violent-nouveau-cessez-le-feu>.
- RFI. 2017b. « Un rapport du Sénat français pointe la «mauvaise gouvernance» au Sahel. » 29 juin. Available at <http://www.rfi.fr/afrique/20160629-rapport-senat-francais-pointe-mauvaise-gouvernance-sahel>.
- RFI. 2017c « Mali: attaque meurtrière dans un lieu de villégiature en banlieue de Bamako 18 juin, Available at <http://www.rfi.fr/afrique/20170618-mali-attaque-armes-tirs-banlieue-bamako-campement-kangaba>.
- Roger, Benjamin. 2017. « Ibrahim Boubacar Keïta sous le feu des critiques » *Jeune Afrique*, 30 juin. Available at <http://www.jeuneafrique.com/mag/451034/politique/mali-ibrahim-boubacar-keita-feu-critiques/>.
- Roseberry, Philippe and Christian Leuprecht. 2017. *Demographic and Migratory Trends in Mali 2009–2015*. Montréal: Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal.
- Sangaré, Boukary. 2016. « Le Centre du Mali: épicerie du djihadisme? » Bruxelles : Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. Available at http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-05-20_FR_B-SANGARE.pdf.
- Sangaré, Boubacar. 2017. « Mali: à Mopti, le chômage des jeunes demeure un terreau favorable à l'insécurité dans la région. » *Sahelien.com*. 15 juin. Available at <http://sahelien.com/blog/mali-a-mopti-le-chomage-des-jeunes-demeure-un-terreau-favorable-a-linsecurite-dans-la-region/>.
- Sandor, Adam. 2017. *Insecurity, the Breakdown of Social Trust, and Armed Actor Governance in Central and Northern Mali: A Stabilizing Mali project preliminary report*. Montréal: Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal.
- Sears, Jonathan M. 2013. "Seeking sustainable legitimacy: Existential challenges for Mali." *International Journal* 68(3), 444-453.
- Sears, Jonathan M. 2010. "Peacebuilding between Canadian Values and Local Knowledge: Some Lessons from Timbuktu." In *Locating Global Order*. Edited by Charbonneau, B. and Cox, W. Vancouver: University of British Columbia Press.
- Sylla, A. K. 2017. « Gouvernance au Mali : Une Administration Erigée en Mafia, Une dérive inquiétante pour le Mali. » *Le Républicain*. 24 janvier. Available at <http://maliactu.net/mali-gouvernance-au-mali-une-administration-erigee-en-mafia-une-derive-inquietante-pour-le-mali/>.
- Sommet Extraordinaire du G5 Sahel avec la France (Bamako, 2 Juillet 2017) Déclaration finale, *Le Combat*, 2 juillet, Available at <http://maliactu.net/mali-sommet-extraordinaire-du-g5-sahel-avec-la-france-bamako-02-juillet-2017-declaration-finale/>.

- Sperber, Amanda. 2017. "What can save Mali?" IRIN. Available at <https://www.irinnews.org/special-report/2017/05/29/what-can-save-mali>
- Sy, Ousmane, Ambroise Dakouo et Kadari Traore. 2016. « Dialogue national au Mali : Leçons de la Conférence Nationale de 1991 pour le processus de sortie de crise – Étude de Cas. » Berlin: Berghof Foundation. Available at https://sites.clas.ufl.edu/sahelresearch/files/ARGA_2016_Dialogue_national_Mali.pdf.
- Tamboura, Sékou 2017. « Pour le retour au bercail de l'ex-président Amadou Toumani Touré en exil à Dakar depuis cinq ans : La CEDEAO et « An ka Ben » à pied d'œuvre ! » *Info Soir*. 31 mai. Available at <http://www.maliweb.net/politique/retour-bercail-de-l'ex-president-amadou-toumani-toure-exil-a-dakar-cinq-ans-cedeao-an-ka-ben-a-pied-doeuvre-2285632.html>.
- United Nations. 2017. "MINUSMA condemns ceasefire breaches by peace Accord signatories." 6 July. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=57130>
- van de Walle, Nicolas . 2012. "Foreign aid in dangerous places: The donors and Mali's democracy." *UNU-WIDER Working Paper* 61. Available at http://www.wider.unu.edu/publications/workingpapers/2012/en_GB/wp2012-061.
- Viguié, Laurent et Laurent Contis. 2015. « Rapport d'Évaluation du Programme de Développement Institutionnel (PDI) 2003-2013. » *Consortium Louis Berger/ Particip* pour l'Union européenne, n.p..
- Whitehouse, Bruce. 2017. "Political Participation and Mobilization after Mali's 2012 Coup." *African Studies Review* 60(1): 15-35.
- World Bank 2017. "World Development Indicators (WDI) Net ODA received per capita – Mali." Washington, DC: World Bank. Available at <https://knoema.com/WBWDIGDF2016Oct/world-development-indicators-wdi?tsId=1381890>.
- World Bank. 2016. 'Data'. Washington, DC: World Bank. Available at <http://data.worldbank.org/>.

À propos de l'auteur

Jonathan M. Sears, Ph. D., est professeur adjoint d'études du développement international au Collège Menno Simons, professeur associé de science politique, Université de Winnipeg et membre externe du Centre FrancoPaix.

À propos du Centre FrancoPaix

Suite au XVe Sommet de la Francophonie et à la Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a mis sur pied le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix afin de participer aux efforts et aux objectifs stratégiques de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de prévention et gestion des conflits.

Inauguré en janvier 2016 grâce à l'appui financier de l'OIF, le Centre FrancoPaix s'est donné pour mission de :

- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en français dans le domaine des études de paix et conflits, notamment sur les questions de résolution et gestion des conflits et des missions de paix;
- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en matière de résolution des conflits à propos des pays francophones, africains notamment;
- Contribuer à la recherche axée sur la résolution des conflits et les missions de paix et concourir à sa diffusion, notamment dans le cadre d'activités de coproduction du savoir avec les décideurs et praticiens du domaine;
- Faciliter les échanges intellectuels et la circulation des savoirs en favorisant la mobilité, l'innovation et les collaborations entre les institutions, les chercheurs universitaires et les étudiants du « Nord » et du « Sud ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie.

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

